

Editorial

Quasi-unanimité au Grand Conseil pour le projet de recapitalisation de la CPPEF

La FEDE a pris acte avec satisfaction du vote du Grand Conseil. Par 93 voix pour, 7 contre et 6 abstentions, le Parlement fribourgeois a validé le devoir de l'État-employeur de participer à la recapitalisation de la Caisse de pension du personnel de l'État (CPPEF). Même si la FEDE regrette que les député.e-s aient rejeté les amendements visant à améliorer le projet, alors qu'elle les avait personnellement invité.e-s tous et toutes à les prendre en considération, ce vote marque une étape clé du processus. La quasi-unanimité du Parlement est un signe fort en vue de la prochaine étape. Le 29 novembre, le peuple souverain devra s'exprimer sur le projet.

La FEDE est bien consciente que le projet n'est pas parfait mais il est impossible de se passer du financement apporté par l'État-employeur. Sans cet apport, les pertes de rente seront vertigineuses : les mesures compensatoires seront limitées aux personnes ayant 59 ans révolus au moment de l'entrée en vigueur du plan. Pour tout le reste du personnel, la douche sera glacée avec des prévisions montrant des pertes pouvant dépasser parfois les 30%.

La crise du COVID-19 a montré à quel point un service public fort est indispensable à la population non seulement pour faire face à une crise, mais tout simplement pour assurer des soins et un enseignement de qualité, ou pour assurer l'approvisionnement et la sécurité de chacun.e-s. Au final, la recapitalisation doit garantir des retraites dignes à celles et ceux qui œuvrent au bien-être commun et contribuent à notre confort individuel. De la reconnaissance de ce travail dépendra le soutien de la population au projet.

Revue de presse

La Gruyère – 25 juin 2020

« A l'instar du Conseil d'État, tous les partis jugent cette réforme indispensable... Pour le groupe PS, le canton se doit de montrer la voie aux entreprises avec un projet exemplaire. Pour le PLR et l'UDC, il est exclu d'aller plus loin. Les deux groupes ont annoncé qu'ils refuseraient tout amendement dans ce sens. »

Dominique Meylan, journaliste

« Ne pas agir serait un manque de responsabilité crasse. »

Claude Brodard, PLR, Le Mouret

« Nous devons adopter une solution viable qui a des chances de passer en votation populaire. »

Bruno Boschung, PDC, Wünnewil

La Liberté – 25 juin 2020

« Il faut dire que le projet ficelé par le grand argentier Georges Godel remporte globalement l'adhésion de tous les partis politiques. »

Nicolas Maradan, journaliste

« Certains employés pensent qu'on leur vole leur argent. Mais ce n'est pas vrai. Je suis convaincue qu'il serait irresponsable de ne pas prendre aujourd'hui les décisions qui s'imposent. »

Mirjam Ballmer, Les Verts, Fribourg

« Mais, avec le projet que nous présentons aujourd'hui, notre caisse restera meilleure que Publica, l'institution de prévoyance de la Confédération, et meilleure aussi que les caisses de La Poste, des CFF ou encore des cantons de Berne et de Neuchâtel ».

Georges Godel, Conseiller d'État

« La pandémie de coronavirus nous a montré l'importance du service public. Les enseignants, la police ou encore le personnel soignant ont fait un excellent travail. Et les applaudir ne suffit pas ».

Ursula Krattinger-Jutzet, PS, Guin

La Liberté – 25 juin 2020

« (...) ce consensus sacre davantage le dialogue social promu par la Fédération des associations du personnel du service public (FEDE) que le jusqu'au-boutisme du Syndicat des services publics (SSP). »

Nicolas Maradan, journaliste

« La FEDE ne se satisfait pas de voir les prestations de retraite des employées et employés de l'État baisser ! Et elle défendrait pourtant bien mal ses membres et le personnel en faisant fi des risques d'un échec du projet actuel.

Sans l'augmentation de cotisations paritaires, sans les 380 millions de francs affectés pour les mesures transitoires, les pertes de rentes seront catastrophiques. Il était exclu pour le comité de la FEDE de prendre ce risque, par respect pour les collaboratrices et les collaborateurs que nous défendons. »

Bernard Fragnière, Président de la FEDE (lettre de lecteur)

Freiburger Nachrichten – 25 juin 2020

« Wir haben mehr als 30 Varianten studiert. Diese Lösung vereint am besten die Interessen aller. »

Georges Godel, Conseiller d'État

« Wir brauchen ein Projekt, das möglichst viele überzeugt, damit es im Herbst an der Urne angenommen wird. Wir wollen den Plan B vermeiden. »

Georges Godel, Conseiller d'État

« Es brauchte eine viel tiefer gehende Reform. Jetzt haben wir ein Projekt, das auch Chancen vor dem Volk hat. Eine gesunde Pensionskasse ist immer attraktiv für Arbeitnehmer. »

Bruno Boschung, PDC, Wünnewil

La Liberté – 27 juin 2020

« C'est une réforme nécessaire pour l'attractivité de la fonction publique et de l'État de Fribourg en tant qu'employeur. En effet, nous devons être attractifs si nous voulons disposer des meilleurs employés. C'est ainsi que nous pouvons assurer la qualité des prestations publiques.

Les collaboratrices et les collaborateurs de l'État de Fribourg paieront presque autant que l'État lui-même (le coût théorique total de la réforme s'élève à 1,4 milliard de francs, ndlr). Cet équilibre est d'ailleurs prévu par le droit fédéral...

J'ai en effet en ma possession un courrier de l'autorité de surveillance qui nous somme de présenter un plan B d'ici la fin de l'année dans le cas où la population refuserait la réforme. Le plan B en question obligera la caisse à agir directement sur les prestations aux assurés qui devront alors faire face à des pertes bien plus importantes. »

Georges Godel, Conseiller d'État

Visages de la fonction publique

« Il est vraiment important qu'on prenne au sérieux nos besoins »

Le personnel des services publics était au front pendant la crise du coronavirus. Le travail effectué a été salué par la population.

Nous donnons la parole à des représentant·e·s du service public dans la série «Visages de la fonction publique» que nous inaugurons aujourd'hui avec **Sara Selmi**, anesthésiste à l'HFR et représentante du personnel au sein du Conseil d'administration de l'hôpital. Nous l'avons interviewée quelques jours après la «normalisation» de la crise.



Comment avez-vous vécu cette crise individuellement et collectivement avec le personnel de l'HFR ?

Je suis infirmière et spécialisée en anesthésie : notre profession a été beaucoup sollicitée. Le COVID a conduit à l'interruption des opérations programmées. Nous avons alors aidé

les soins intensifs. Les anesthésistes ont une formation très poussée et les capacités nécessaires pour s'occuper de personnes intubées, avec des grosses pathologies et beaucoup de complications, comme celles qui souffraient du COVID.

L'équipe d'anesthésie est donc sortie de son domaine pour travailler dans un domaine très différent. C'était très déstabilisant, mais nous nous sommes adaptés à ce cadre si particulier, avec des patients en isolement, du stress, de la peur... Il fallait aussi travailler avec une nouvelle équipe et surtout gérer l'incertitude.

Parallèlement, j'ai continué à travailler en anesthésie pour des urgences. J'avais donc différents types d'horaires et beaucoup de travail de nuit. C'était évidemment une période fatigante. Nous étions vraiment au front.

Comment vous sentez-vous aujourd'hui, alors qu'il semble que le plus dur de la crise est derrière nous ?

C'est un vrai soulagement d'avoir passé cette période, mais il y a un gros coup de fatigue. Même si on s'attendait encore à pire, la vague a été éprouvante, avec une tension permanente et une très grande exigence d'adaptation. Maintenant, on reprend une activité normale, sans avoir eu le temps de prendre du repos avant la reprise de l'électif et, ça, c'est difficile. Tout le monde le ressent à l'hôpital. J'ai été étonnée de voir des gens que je trouvais très solides, qui ne se plaignent jamais, fatigués jusqu'à en pleurer.

Mais il y a aussi beaucoup de solidarité, donc beaucoup de plaisir : nous sommes restés soudés, nous nous sommesentraidés. Nous avons beaucoup appris durant cette période. Les médecins ont aussi un regard différent à notre égard, en ayant beaucoup de reconnaissance pour notre travail.

Plus personne ne semble souhaiter votre sortie de la LPers. Vous pensez que le regard a changé sur votre travail ?

Oui, j'en suis sûre. Avec une telle crise, tout le monde se rend compte que le personnel des soins est le squelette de l'hôpital. C'est le personnel spécialisé qui prodigue les soins, qui travaille dans la proximité des patient·e·s. Ce que je vois, depuis 20 ans dans le métier, c'est que ce sont les soignant·e·s, les aide-soignant·e·s, les nettoyeuses et nettoyeurs, les gens de la cuisine qui font tourner l'hôpital.

Il serait donc risqué pour toutes et tous, pouvoir politique, direction et population, de nous faire sortir de la LPers. La perte d'attractivité du métier aurait de grandes conséquences, non seulement en termes de pénurie de personnel, mais également en termes strictement financiers. Les études montrent que si l'on diminue, ne serait-ce que de quelques heures, les soins que le personnel formé peut apporter aux patient·e·s, ou le nombre d'infirmiers et d'infirmières par patient·e·s, les hôpitaux perdent tout de suite plus d'argent que ce qu'ils économisent sur le personnel. La présence de personnel bien formé permet donc aux hôpitaux de faire des économies.

Plus fondamentalement, cette crise a montré le rôle-clé des gens qui exercent nos métiers de la santé. Nos professions ont été mises en lumière. La presse nous a accordé beaucoup d'attention. La population a pu se faire une meilleure idée du rôle essentiel du personnel des soins dans les hôpitaux.

Les débats sur la LPers ou sur l'interdiction de la grève ont choqué beaucoup d'entre nous. Ils ont montré une grande méconnaissance du travail de l'infirmière, de nos valeurs... Bien sûr les infirmières ne sont plus des nonnes, mais ce qui est resté, c'est qu'on ne laisse jamais tomber un·e collègue ou un·e patient·e. Il y a un vrai danger, si on

continue à faire preuve de mépris pour le personnel soignant, que celui-ci perde cette motivation à toute épreuve qui le caractérise.

Êtes-vous fières du travail de vos collègues ces derniers mois ?

Dans les soins, nous n'avons pas de fierté personnelle, mais nous avons toujours la volonté de faire correctement notre travail et, dans cette crise, nous avons clairement la satisfaction du travail accompli au service des personnes qui en avaient besoin. Nous avons sauvé des vies, nous avons soulagé des gens, nous avons dû accompagner des personnes qui mourraient.

Quelles sont aujourd'hui vos attentes vis-à-vis des autorités ?

Les remerciements qui nous ont été adressés par la population et par les autorités font du bien. Mais je pense que nous avons besoin d'engagements concrets. Nous attendons une meilleure réponse à nos besoins, un soutien, une reconnaissance de notre profession adaptée à la durée de nos études. On attend donc simplement qu'on nous soutienne et qu'on nous défende plutôt qu'on nous attaque.

Pendant la crise du COVID, on a voulu nous faire passer pour des héroïnes. Mais je ne suis pas Wonder Woman. J'aimerais juste qu'on respecte le travail que je fais et que j'ai choisi, qu'on respecte le fait que j'ai des horaires irréguliers, que je travaille la nuit, que la pénibilité est importante. J'aimerais que le travail de nuit soit mieux compensé. J'aimerais que l'engagement des autorités et de la direction porte sur les éléments qui permettent à nos professions de rester attractives afin que des personnes continuent à avoir envie de faire ce métier. Et pour y parvenir, il est vraiment important qu'on nous écoute pour prendre au sérieux nos besoins.